

SG/TS/NS

VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt et un et le vingt-sept mai, à dix-huit heures et quinze minutes, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. PUJOL, Mme LECEA, Mme PAILHIEZ, Mme BENET, M. VIVES, Mme BIRKENER, M. COMBES, M. JOLIS, M. MASUYER, M. LARRIGOLE, Mme DANRE, M. JULIAN, M. LAVAUD, Mme JAFFUS, M. LOMBARDI, M. ROUGE, Mme COURTOIS, M. CAUMEIL, Mme FITO, Mme JULIAN, Mme FERRET, M. MAÏQUE, Mme COURRIERE CALMON, Mme DA CONCEICAO, M. NOLOT, Mme FABRESSE ROCA, M. DENARD, Mme BAROUSSE.

Ont donné mandat :

Mme Sylvie FUMET à Mme Valérie COURTOIS
Mme Camille LOUARN à Mme PAILHIEZ
M. Bernard FUMET à M. Gérard FORCADA
M. Rémi PENAVALAIRE à Mme Sophie COURRIERE CALMON

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 29

Nombre de procurations : 4

Date de la convocation : 21 mai 2021

Date de l'affichage par extrait : 3 juin 2021

Secrétaire de séance : Mme Dominique PAILHIEZ

OBJET :

Désaffectation de deux terrains appartenant au domaine public de l'aérodrome de Lézignan-Corbières

Mme Lécéa, conseillère municipale, intéressée par l'affaire citée en objet, quitte la salle, et ne prend pas part au vote.

L'aérodrome de Lézignan-Corbières a été créé par l'Etat qui en avait également la propriété. Un arrêté ministériel en date du 10 décembre 1964 a classé l'aérodrome parmi ceux ouverts à la circulation aérienne. Le 25 avril 1975, un autre arrêté ministériel en a porté concession de l'exploitation à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Narbonne.

Le préfet de l'Aude a pris pour sa part un arrêté en date du 23 juillet 1976 relatif aux mesures de police applicables sur ce site. L'aérodrome a ensuite fait l'objet d'une convention portant occupation du domaine public le 30 juillet 1986 entre l'Etat et la commune de Lézignan-Corbières. Cette convention avait pour objet de fixer, dans le cadre de son affectation, les conditions d'aménagement, d'entretien et d'exploitation dudit aérodrome.

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et plus particulièrement son article 28, a permis le transfert de la propriété des aérodromes civils appartenant à l'Etat aux collectivités territoriales ou à leurs groupements, à compter du 1^{er} janvier 2005. Le 15 décembre 2006, en application de l'article précité, une convention a été conclue entre l'Etat et la commune de Lézignan-Corbières avec pour objet la détermination des conditions d'aménagement, d'entretien et de gestion de l'aérodrome, mais aussi l'organisation du transfert du patrimoine et des compétences correspondants.

Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007. Le 24 septembre 2008, un acte de transfert de propriété de l'Etat à la commune portant sur les parcelles situées dans le périmètre de l'aérodrome est reçu par le préfet du département de l'Aude. Ce dernier stipule que la commune devient propriétaire « des immeubles domaniaux transférés et en a la jouissance à compter de la date de signature du présent acte » et ce à titre gratuit.

En ce qui concerne l'appartenance de l'aérodrome au domaine public de la commune de Lézignan-Corbières, l'article L. 2111-16 CGPPP stipule : « Le domaine public aéronautique est constitué des biens immobiliers appartenant à une personne publique mentionnée à l'article L. 1 et affectés aux besoins de la circulation aérienne publique. Il comprend notamment les emprises des aérodromes et les installations nécessaires pour les besoins de la sécurité de la circulation aérienne situées en dehors de ces emprises. »

Cela signifie donc que le domaine public aéronautique est, en vertu de cette disposition, composé de biens immobiliers affectés aux besoins du service public de la circulation aérienne publique. Par ailleurs, lorsqu'un bien est inclus dans une emprise relevant du domaine public, il est réputé appartenir au domaine public en question (C.E. 5 février 1965 *Société lyonnaise des transports*). Concernant le domaine public aéronautique, les terrains compris dans l'emprise d'un aérodrome ouvert à la circulation publique appartiennent donc au domaine public (arrêt de la CAA de Marseille du 10 juillet 2020).

L'aliénation d'un bien du domaine public doit suivre une procédure bien précise. Elle passe tout d'abord par une désaffectation puis un déclassement du bien concerné, comme le stipule l'article L. 2141-1 du CG3P : « *Un bien d'une personne publique qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public ne fait plus partie du domaine public à compter de l'acte administratif constatant son déclassement* ».

Les terrains appartenant au domaine public de la commune de Lézignan-Corbières situés sur l'emprise de l'aérodrome, au sud de la ligne de démarcation constituée par l'allée Clément Ader ne servent plus au fonctionnement de la plateforme aéronautique et peuvent donc être désaffectés.

Il convient donc de désaffecter les parcelles de terrain qui ont été cadastrées E 2049 p1 (superficie : 6 759 m²) et E 2049 p3 (superficie : 3 430 m²) par la société de géomètres-experts GéoSudOuest le 29 mars 2021.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 2111-16 CGPPP ;

Vu l'article L. 2141-1 CGPPP ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et plus particulièrement son article 28, qui a permis le transfert de la propriété des aérodromes civils appartenant à l'Etat aux collectivités territoriales ou à leurs groupements, à compter du 1^{er} janvier 2005 ;

Vu l'article 12 de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 parue au J.O.R.F. du 20 avril 2017 contenant diverses mesures tendant à clarifier et simplifier le régime applicable à la propriété des personnes publiques ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 10 décembre 1964 classant l'aérodrome parmi ceux ouverts à la circulation aérienne ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 avril 1975 portant concession de l'exploitation à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Narbonne ;

Vu l'arrêté du préfet de l'Aude en date du 23 juillet 1976 relatif aux mesures de police applicables sur ce site ;

Vu la convention du 30 juillet 1986 portant occupation du domaine public entre l'Etat et la commune de Lézignan-Corbières ;

Vu la convention conclue le 15 décembre 2006 entre l'Etat et la commune de Lézignan-Corbières ayant pour objet la détermination des conditions d'aménagement, d'entretien et de gestion de l'aérodrome, mais aussi l'organisation du transfert du patrimoine et des compétences correspondantes (cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007). ;

Vu l'acte du 24 septembre 2008 transférant la propriété de l'Etat à la commune des parcelles situées dans le périmètre de l'aérodrome ;

Vu l'acte de bornage réalisé par la société de géomètres-experts GéoSudOuest le 29 mars 2021 ;

Considérant que les parcelles susvisées ne sont plus affectées au service public de l'aérodrome ou à l'usage direct du public depuis plusieurs années ;

**Le Conseil Municipal, sur présentation et proposition de son rapporteur, M Pujol,
Par 31 voix pour et 1 contre (M Lombardi) du groupe « Une autre Lézignan oui, c'est possible »**

1°) **Approuve** la désaffectation des parcelles susvisées.

2°) **Autorise** Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

